

Déconfinement : la mise en garde du conseil scientifique

Chloé Hecketsweiler

L'instance s'inquiète du « décalage entre les conditions d'ouverture envisagées et le niveau de vaccination de la population » le 19 mai

O n ne lui a pas demandé son « avis » sur le calendrier du déconfinement, mais le conseil scientifique entend bien faire savoir à quel point la stratégie du président de la République lui paraît risquée. Dans un document de 36 pages remis au gouvernement jeudi, l'instance qui conseille l'exécutif dans la gestion de la crise du Covid 19 s'inquiète d'un calendrier décorrélé des données épidémiologiques. Elle plaide pour une réouverture « *prudente et maîtrisée* » afin d'éviter une « *possible quatrième vague* » de l'épidémie de Covid-19 dès cet été.

Le conseil – qui s'est « *autosaisi* » pour rédiger cet avis, contrairement à d'autres, sollicités par l'exécutif – reconnaît que la réouverture est « *souhaitable* » car elle « *répond à de fortes attentes et donne une perspective à l'ensemble de la société* », avec des bénéfices psychologiques, sociaux et économiques « *sans doute majeurs* ». Mais il s'alarme du « *décalage entre les conditions d'ouverture envisagées et le niveau de vaccination de la population qui sera atteint* » le 19 mai, date à laquelle les commerces et les terrasses de café rouvriront.

Mettant en garde contre « *une sortie précipitée* », les scientifiques recommandent d'attendre que 35 millions de Français – soit deux tiers de la population adulte – aient reçu une première injection pour lever les mesures de freinage. Cet objectif reste incertain : au 9 mai, seuls 17,8 millions de Français avaient reçu au moins une dose. Selon le conseil, il faudrait vacciner « *500 000 personnes par jour au moins* » pour l'atteindre et limiter le risque de reprise épidémique. Au cours des sept derniers jours, un peu plus de 450 000 injections ont été réalisées en moyenne par jour, mais le gouvernement anticipe un ralentissement avec les longs week-ends de l'Ascension et de la Pentecôte.

Les scientifiques craignent par ailleurs que la perspective du déconfinement n'incite les Français à baisser la garde trop tôt. « *Une lassitude s'est installée chez nos concitoyens* », notent-ils, ajoutant que, s'ils ont jusqu'à présent bien respecté les gestes barrières et les mesures de distanciation physique, ils sont maintenant gagnés par « *une impression délétère de ne plus voir le bout du tunnel* ». « *Le relâchement des mesures de restriction ne doit pas être considéré comme un signal de relâchement général* », insistent-ils. Car, dans ce cas, les effets bénéfiques de la vaccination pourraient ne pas suffire à éviter un rebond épidémique comme le suggèrent les scénarios de deux équipes de modélisateurs – celle de Vittoria Colizza (Inserm) et de Simon Cauchemez (Institut Pasteur).

« *La question fondamentale est celle du niveau auquel on souhaite voir l'incidence des cas se stabiliser, dans un contexte où l'élimination n'est pas envisagée à court terme* », soulignent les scientifiques du conseil, en rappelant que « *l'intensité des mesures de freinage pour rester en plateau est la même, que ce plateau soit à 30 000, 10 000 ou 5 000 nouveaux cas par jour (qui correspondent à des incidences respectives de 300, 100 ou 50/100 000/semaine)* ». Le seuil de 10 000 contaminations quotidiennes est un peu en dessous de ce qui avait été atteint à la levée du deuxième confinement, celui de 5 000 correspond à la situation de la France au lendemain du premier confinement au printemps 2020.

« Ne gâchons pas tout »

Au rythme actuel, « *on les atteindrait respectivement les 25 mai et 15 juin 2021* », relève l'avis. « *Par rapport à un plateau élevé, le choix d'un plateau bas pour les semaines à venir permettrait d'atteindre un niveau de couverture vaccinale suffisant (35 millions de primo-vaccinés au 30 juin 2021) pour envisager sereinement le relâchement des mesures de restriction, et aborder la période estivale dans les meilleures conditions* », défendent les auteurs, en soulignant qu'il s'agit du choix fait par plusieurs de nos voisins européens, dont l'Irlande et le Portugal.

Si, « *au cours de la réouverture* », la circulation virale se stabilise à « *une incidence inférieure à 100* » cas pour 100 000 habitants par semaine, « *soit 10 000 nouveaux cas par jour* » (contre environ 20 000 actuellement), « *les mois qui viennent seront beaucoup plus faciles à gérer* ». Dans le cas contraire, ils

« *seront très incertains* », insiste l'avis. « *Avec un peu de chance, si la tendance des derniers jours se confirme, on y arrivera au 19 mai* », estime Bruno Lina, virologue et membre du conseil scientifique, en soulignant que la baisse du nombre de contaminations est « *plus rapide que prévu* ».

La diffusion de versions plus contagieuses ou plus mortelles du virus reste cependant une épée de Damoclès au-dessus de nos têtes. On observe ainsi en Ile-de-France une augmentation du nombre de cas liés aux variants ayant acquis la mutation 484K, capables de déjouer en partie l'immunité acquise par la vaccination ou une première infection. « *Il est encore possible de freiner leur diffusion* », avance le scientifique, plaidant pour un maintien « *pendant quelques semaines encore* » des gestes barrières et de la distanciation physique.

« Soyons prudents parce que ce qui va se passer n'est pas forcément ce qu'on a envie qui se passe », insiste Bruno Lina, inquiet de la « *situation compliquée* » qui nous attend si ces mutants continuent de gagner du terrain. « *Nous avons beaucoup d'atouts. Ne gâchons pas tout en laissant tout aller trop vite* », défend-il.

Pour le conseil scientifique, une possibilité serait d'ajuster le degré d'ouverture dans chaque région, en fonction de la dynamique épidémique, de la circulation des variants, du niveau de vaccination, et de la situation dans les hôpitaux. « *Cette approche régionalisée pourrait être mise en place dès la mi-mai* », suggèrent les scientifiques. Dans cette éventualité, l'horizon du déconfinement pourrait bien s'éloigner pour les Franciliens : avec une incidence supérieure à 300 cas pour 100 000 habitants, l'Ile-de-France est en queue de peloton, bien loin derrière la Corse et la Nouvelle-Aquitaine, dont l'incidence dépasse à peine les 100 cas pour 100 000.